

**Convention collective**

IDCC : 9281. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE,  
(EURE-ET-LOIR)**

**(27 juin 1983)**

(Etendue par arrêté du 16 janvier 1984,  
*Journal officiel* du 4 février 1984)

---

**AVENANT N° 50 DU 5 JUILLET 2006 (1)**

**À LA CONVENTION COLLECTIVE**

NOR : *AGRS0697161M*

**IDCC : 9281**

---

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Eure-et-Loir ;

La fédération des entrepreneurs des territoires d'Eure-et-Loir ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole d'Eure-et-Loir,

D'une part, et

L'union départementale du syndicat CGT-FO ;

La FSCOPA-CFTC ;

Le syndicat des salariés d'Eure-et-Loir FGA-CFDT ;

L'union départementale du syndicat FNAF-CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions des groupes E et F du tableau annexe A « Répertoire des postes de travail de la convention collective » sont modifiées comme suit :

Postes d'encadrement (groupe E) :

Préambule :

Sont considérés comme cadres d'exploitations agricoles les salariés participant aux travaux et exerçant des fonctions dans lesquelles ils mettent en œuvre des connaissances résultant d'une formation technique, administrative

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

et commerciale, constatée généralement par un diplôme, ou acquises par l'expérience personnelle et professionnelle et reconnue équivalente, et à qui l'employeur délègue tout ou partie de son autorité sur le plan administratif, technique ou de commandement.

Les cadres doivent évoluer avec les besoins de l'entreprise et ils se forment si nécessaire.

Ils ont, dans la limite des pouvoirs et des fonctions qui leur sont délégués, un pouvoir de décision engageant l'entreprise et prennent dans l'accomplissement de ces fonctions les initiatives et les responsabilités qui en découlent, en ayant à concevoir le plan de travail et, s'il y a lieu, à modifier en fonction de leurs responsabilités.

Dans tous les cas, les cadres respectent et font respecter les règles d'hygiène, de sécurité et les exigences de qualité et d'environnement. A cette fin, ils contrôlent l'état des équipements, ainsi que l'action du personnel subordonné, le cas échéant.

Toute délégation de pouvoirs devra faire l'objet d'un avenant au contrat de travail.

Adjoint d'exploitation ou de chantier 1<sup>er</sup> échelon :

Cadre dont les connaissances techniques et professionnelles sont au moins égales à celles qui sont exigées d'un employé de polyculture (niveau 4) ou d'un employé d'élevage (niveau 4).

Il exécute suivant les circonstances les programmes fixés par l'exploitant ou le chef d'entreprise ou leurs représentants ; il organise et répartit les travaux entre les salariés qu'il a sous son autorité, le cas échéant ; il met en œuvre les moyens qui lui sont attribués ; il informe l'exploitant aux différents stades de l'exécution il propose éventuellement des décisions nouvelles.

Il donne au chef de l'exploitation ou d'entreprise des avis motivés sur les plans de production et sur les choix des équipements.

Il recherche les éventuels dysfonctionnements, analyse les problèmes et propose les solutions appropriées.

Il assure la rédaction des documents adaptés aux productions de l'exploitation ou de l'entreprise.

Il a connaissance des résultats techniques du secteur dont il a la charge.

Adjoint d'exploitation ou de chantier 2<sup>e</sup> échelon :

Cadre occupant un emploi d'adjoint d'exploitation ou de chantier 1<sup>er</sup> échelon qui, après entretien annuel et en fonction de l'évolution de son poste de travail, peut être amené à être classé au 2<sup>e</sup> échelon.

Il a connaissance des résultats techniques et économiques du secteur dont il a la charge.

Responsable d'exploitation ou de chantier 1<sup>er</sup> échelon :

Cadre qui assure et participe à l'activité de l'exploitation ou de l'entreprise. Il prend les décisions nécessaires à son fonctionnement.

Il exécute la totalité de ses prérogatives sous délégation de pouvoirs écrite.

Il étudie la valeur technique et financière des productions ou des activités de l'exploitation ou de l'entreprise.

Responsable d'exploitation ou de chantier 2<sup>e</sup> échelon :

Cadre occupant un emploi de responsable d'exploitation ou de chantier (1<sup>er</sup> échelon), qui a une expérience professionnelle significative et qui, après entretien annuel et en fonction de l'évolution de son poste de travail, peut être amené à être classé au 2<sup>e</sup> échelon.

Cadre dirigeant (groupe F) :

Cadre disposant des délégations nécessaires pour gérer une exploitation ou une entreprise agricole.

Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise ou leur établissement.

**Table de concordance des groupes E et F**

CONVENTION actuellement applicable	NOUVELLE convention	POSTE OCCUPÉ
Coefficient 200/225	1 <sup>er</sup> échelon	Adjoint d'exploitation ou de chantier 1 <sup>er</sup> échelon
Coefficient 250	2 <sup>e</sup> échelon	Adjoint d'exploitation ou de chantier 2 <sup>e</sup> échelon
Coefficient 275	1 <sup>er</sup> échelon	Responsable d'exploitation ou de chantier 1 <sup>er</sup> échelon
Coefficient 300	2 <sup>e</sup> échelon	Responsable d'exploitation ou de chantier 2 <sup>e</sup> échelon

**Cadre dirigeant groupe F**

CONVENTION actuellement applicable	NOUVELLE convention	POSTE OCCUPÉ
Coefficient 325/350	Cadre dirigeant	Cadre dirigeant

## **Article 2**

Les dispositions du présent avenant prennent effet le premier jour du mois civil suivant la date de parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

### **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles d'Eure-et-Loir, cité administrative, 15, place de la République, 28019 Chartres Cedex.

Fait à Chartres, le 5 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)